

### **Promotion de la mise en œuvre effective de la RCSNU 1325 (produit 2.1.)**

- **Appui aux actions conduisant à l'application effective du Plan d'action national de mise en œuvre de la RCSNU 1325 au Cameroun**, ainsi que d'autres actions comme par exemple : i) l'interpellation des différentes parties quant à la fin de la violence et la participation des femmes dans les négociations et dialogue pour la résolution des crises; ii) l'établissement de mécanismes institutionnalisés de protection des femmes et filles et de monitoring des violences basées sur le genre, y compris pour la lutte contre l'impunité), etc.

### **Cohésion sociale et prévention, gestion et résolution de conflits dans un cadre décentralisé (produit 2.2.)**

- Appui aux actions menées par la société civile pour le **rétablissement de la confiance** entre la population civile et les acteurs locaux dans les communautés affectées par la crise dans les régions du NWSW/NOSO, dans une optique de respect des droits des populations et de prévention de violations des droits humains.
- Renforcement des **rôles et capacités des bâtisseur(e)s de la paix** pour la consolidation des mécanismes locaux de résolution des conflits communautaires et soutien aux initiatives en matière de sécurité et de justice communautaires afin d'atténuer les tensions, les discours haineux et la violence. Cela devra intégrer la participation des femmes et des jeunes, y compris les personnes déplacées, dans les communautés pour contribuer de manière inclusive à ces objectifs. Si pertinent, cela pourrait être complété avec actions au niveau national comme par exemple l'appui aux plateformes d'analyse (« knowledge platforms ») et des formations en approches de sensibilité aux conflits pour journalistes, autorités nationales, etc. afin d'augmenter l'impact structurel.
- Renforcement de l'**action conjointe entre la société civile et les autorités locales** (y compris les autorités traditionnelles et religieuses quand pertinent) pour identifier/amener des mesures tangibles d'atténuation des facteurs de tensions communautaires, tels que l'accès au foncier et autres ressources, l'accès à la justice et aux services sociaux de base, la sécurité humaine, les plans de développement locaux, etc.
- Soutien aux **initiatives de développement locales inclusives et participatives qui contribuent à la cohésion sociale et à la coexistence pacifique, notamment entre les populations déplacées et les communautés hôtes**, en impliquant la société civile. Cela pourrait consister en un soutien aux initiatives communautaires d'accueil et aux activités / travaux communautaires qui rassemblent la population locale et déplacée (ex. reconstruction d'espaces publics, reboisement, projets artistiques, culinaires et sportifs, etc.).

### **Amélioration de la résilience des communautés affectées par la crise NWSW/NOSO par la protection et l'inclusion socio-économique des populations déplacées et vulnérables (produit 2.3.)**

- Soutien aux actions en faveur de l'**adoption et mise en œuvre des stratégies nationales ou locales inclusives** pour adresser les besoins et les droits de la population déplacée ainsi que la population hôte la plus vulnérable, notamment celles qui permettent un alignement progressif avec la Convention de Kampala<sup>11</sup>.
- Appui à l'amélioration de l'**accès égalitaire aux services d'enregistrement et d'état civil** dans les régions affectées, par exemple sous la forme de soutien aux initiatives visant à aider à reconstituer des cartes d'identité et des actes de naissance pour les plus vulnérables avec une priorité accordée aux élèves qui se présenteront aux examens. Cela devrait se faire en collaboration avec les structures existantes en matière d'enregistrement et d'état civil, prenant en considération le travail structurel en cours avec le MINDEVEL/BUNEC appuyé par plusieurs bailleurs (y compris la France, l'Allemagne et l'UE).
- **Renforcement des actions et capacités de protection des structures communautaires, des points focaux de protection et mobilisateurs communautaires** pour fournir une réponse de protection structurée, holistique et inclusive au sein des communautés locales dans une optique de coordination avec les acteurs humanitaires<sup>12</sup>.
- Appui à l'**autonomisation et l'insertion socio-économique des populations déplacées et vulnérables dans les régions affectées**, par le soutien à la formation professionnelle orientée à l'emploi et aux activités génératrices de revenus au niveau des communautés, en se concentrant sur les jeunes et les femmes vulnérables, et prenant en considération les besoins de personnes handicapées. Cela pourrait intégrer des programmes de formation en compétences de vie (« basic life skills »), formation professionnelle et d'apprentissage, formation duale et en cours d'emploi (« on-the-job training »); programmes d'entrepreneuriat, ou d'autres en fonction des besoins (les options d'intégration numérique seront explorées, ex. « digital skills/literacy »). Quand pertinent, il pourrait inclure appuis à petite échelle aux établissements d'enseignement (y compris la restauration des infrastructures essentielles et des

<sup>11</sup> La Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux déplacés internes en Afrique, connue comme Convention de Kampala, est entrée en vigueur le 6 décembre 2012. 15 Etats en sont membres mais pas le Cameroun qui ne l'a pas ratifié, à cause de qu'il s'agit d'une convention contraignante.

<sup>12</sup> Les réponses de protection pourraient intégrer par exemple l'accompagnement légal et psychosocial des déplacés internes et des victimes de la crise, appui au renforcement de l'accès aux services sociaux de base, programmes « Safe Space » pour les enfants où un soutien psychosocial et un accès privilégié à l'éducation.